

Question 0136 (5.3.2014) de M. Roy Reding (ADR) concernant l'hébergement de sites Internet contenant du matériel pédopornographique:

An Däitschland fuerdere vill Politiker vun alle Borden e vill méi strengt Gesetz zur Bekämpfung vun der Kannerpornografie. Dëst ass virun allem op d'Affär Edathy zréckzeféieren. Ee vun den Aspekter, déi vun de Medien opgegraff goufen, ass nämlech deem, datt um Internet Biller gehandelt ginn, déi net nécessairement illegal sinn an déi awer all normal emfannende Mënsch muss als pädopornografesch bezeechnen.

Den Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand mécht a sengem Rapport 2013 ebe grad op déi Problematik opmierksam: «On peut cependant regretter que la définition de représentation pornographique du code pénal, fasse que des sites montrant des enfants habillés, mais dans des contextes (...) et des poses sexualisées (...) sont hébergés impunément au Luxembourg.» (Säit 58). Esou Biller géifen also och iwwer Websäite verkaaft oder gewise ginn, déi hei am Land hébergéiert sinn.

An deem Kontext wëllt ech dem Här Minister dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister déi Informatiounen confirméieren?
2. Wéi vill esou Websäite gëtt et hei am Land?
3. Wat gedenkt d'Regierung ze maachen, fir deem skandaléisene Dreiwen en Enn ze setzen?

Réponse (7.4.2014) de M. Félix Braz, Ministre de la Justice:

Le Ministère de la Justice ne dispose pas de chiffres portant sur le nombre de tels sites qui seraient hébergés au Luxembourg.

Il faut rappeler que l'article 62 de la loi sur le commerce électronique prévoit un régime de responsabilité spécifique pour un prestataire qui hébergerait un tel site.

Ainsi, cet article dispose que:

«Le prestataire qui fournit un service de la société de l'information consistant dans le stockage des informations fournies par un destinataire du service, ne peut pas voir sa responsabilité engagée pour les informations stockées à la demande d'un destinataire du service à condition que:

a) le prestataire n'ait pas effectivement connaissance que l'activité ou l'information est illicite et, en ce qui concerne une action en dommages et intérêts, qu'il n'ait pas connaissance de faits ou de circonstances selon lesquels le caractère illicite de l'activité ou de l'information est apparent; ou

b) le prestataire, dès le moment où il y a une telle connaissance, agisse promptement pour retirer les informations ou rendre l'accès à celles-ci impossible.»

Si les autorités luxembourgeoises sont informées de l'existence d'un tel site, par exemple par des signalements sur le site Internet www.stopline.lu, ce site hébergé auprès d'un prestataire de services de l'information au pays est normalement fermé soit sur base volontaire, soit sur ordre des autorités judiciaires.

En ce qui concerne les images visées par la question parlementaire et que l'ORK décrit comme «enfants habillés mais dans des contextes et des poses sexualisées» il faut rappeler que de telles images sont, le cas échéant, susceptibles d'être qualifiées de pornographie et d'être incriminées en vertu de l'article 384 du Code pénal.

Quant à la définition de la notion de pédopornographie, les juridictions répressives font régulièrement référence à l'article 2 du Protocole facultatif de la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, qui dispose que «c) on entend par pornographie mettant en scène des enfants toute représentation, par quelque moyen que ce soit, d'un enfant s'adonnant à des activités sexuelles explicites, réelles ou simulées, ou toute représentation des organes sexuels d'un enfant, à des fins principalement sexuelles.»

Le Luxembourg a signé ce Protocole le 8 septembre 2000.

Une autre formulation usuellement retenue renvoie à la notion de «représentations choquant la pudeur de par leur présentation et leur étalement notamment d'une relation sexuelle sinon des parties intimes d'une personne».

Il faut par ailleurs souligner que le législateur a récemment renforcé le dispositif répressif en matière de lutte contre la pédopornographie.

Ainsi, la loi du 21 février 2013 relative à la lutte

contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants a élargi le champ d'application de l'article 384 du Code pénal. L'ancien texte n'interdisait que la détention de matériel pédopornographique tandis que le nouveau texte interdit l'acquisition, la détention et la consultation de ce genre de matériel.

Ce durcissement législatif a permis une lutte plus efficace contre les consommateurs de matériel pédopornographique avec comme objectif ultime de réduire la demande de ces images et donc par ricochet leur production.